

ARRÊTÉ MUNICIPAL

PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE PORTANT SUR LA REVISION ALLEGEE N°1 DU PLU DE CALAN

Monsieur le Maire de la Commune de Calan,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-36 à 44 relatifs aux modifications des Plans Locaux d'Urbanisme et l'article L.153-19 relatif à l'enquête publique pour les plans locaux d'urbanisme (PLU),

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants relatifs aux enquêtes publiques,

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal,

Vu le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,

Vu la délibération du 14 octobre 2022, prescrivant la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Calan approuvé le 3 juillet 2020, décidant d'une évaluation environnementale et fixant les modalités de la concertation,

Vu la délibération du 1^{er} juillet 2023, dressant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de modification n°1 du PLU de Calan,

Vu la décision n° E25000058/35 en date du 17 mars 2025 de Madame la conseillère déléguée auprès du Tribunal administratif de Rennes désignant le commissaire enquêteur,

A R R E T E

Article 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur la commune de Calan du mardi 6 mai 2025 à 9 heures 30 au vendredi 6 juin 2025 à 17 heures, soit une durée de 32 jours consécutifs.

L'enquête porte sur la Révision Allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme engagée le 14 octobre 2022 par délibération du conseil municipal. Cette révision allégée a pour objet unique de permettre l'implantation d'une activité touristique et de loisirs sur l'ancienne carrière de Restermoël.

Article 2 : Le dossier soumis à l'enquête comportera les pièces suivantes :

- L'additif au Rapport de présentation du PLU exposant le projet de révision allégée ainsi que l'évaluation environnementale, ainsi que le dossier de saisine présentée à la CDPENAF le 21 janvier 2025,
- Les pièces du PLU modifiées par la procédure (règlements écrit et graphique, OAP),
- Les avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces naturels, Agricoles et Forestier (CDPENAF) et de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe), ainsi que le procès-verbal de l'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées,
- La délibération du conseil municipal prescrivant la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,
- La délibération du conseil municipal arrêtant la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,
- Les avis parus dans la presse et le certificat d'affichage des avis affichés dans la commune.

Article 3 : Monsieur Jean-Jacques LE GOFF a été désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée, par une décision du Tribunal Administratif de Rennes en date du 17 mars 2025.

Article 4 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans les deux journaux suivants : Ouest-France et Le Télégramme.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis sera également publié par voie d'affiches installées aux lieux suivants :

- À la Mairie,
- Sur la place du Four,
- À proximité de l'école publique,
- À l'entrée du chemin d'accès de l'ancienne carrière de Restermoël.

L'avis sera également mis en ligne sur le site internet de la commune : <https://www.calan56.fr>

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Article 5 : Le dossier soumis à enquête publique ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la mairie de Calan, 2 place de l'église. Ces pièces seront consultables pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, soit les lundis et jeudis matin de 9h à 12h30, les mardis et vendredis de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30 ainsi que les mercredis et samedis matin de 9h à 12h.

Le dossier d'enquête sera également accessible et consultable pendant la durée de l'enquête à partir du site de la mairie <https://www.calan56.fr> à la rubrique « La Mairie : ENQUETE PUBLIQUE : Révision allégée du PLU », à la mairie pendant les heures d'ouverture au public depuis un poste informatique dédié ainsi que sur le registre dématérialisé à partir de l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/plu-calan>

Durant l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dossier et des observations formulées, et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions, avant la clôture de l'enquête (le vendredi 6 juin à 17h) :

- Sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairie ;
- Par courrier transmis par voie postale à l'adresse suivante : Monsieur le Commissaire Enquêteur - Enquête publique sur la révision allégée n°1 du PLU - Mairie de Calan - 2 place de l'église - 56240 CALAN ;
- Sur le registre dématérialisé à l'adresse <https://www.registre-numerique.fr/plu-calan>, qui sera également accessible à partir du site internet municipal : <https://www.calan56.fr>
- Par courriel à l'adresse : plu-calan@mail.registre-numerique.fr

Les observations et propositions écrites consignées sur le registre papier ainsi que celles transmises par voie postale seront consultables en mairie de Calan. Les observations transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Maire de Calan, Mairie, 2 place de l'église, 56240 CALAN ou au 02 97 33 33 85.

Article 6 : Afin de recueillir les observations et propositions écrites et orales du public, le commissaire enquêteur assurera des permanences pendant 4 demi-journées, en mairie de Calan, les :

- Mardi 6 mai 2025 de 9h30 à 12h30,
- Samedi 17 mai 2025 de 9h00 à 12h00,
- Mardi 27 mai 2025 de 14h30 à 17h30,
- Vendredi 6 juin 2025 de 14h00 à 17h00.

Article 7 : A l'expiration du délai de l'enquête publique prévue à l'article 1^{er}, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Après la clôture de l'enquête publique, dans la huitaine, le commissaire enquêteur communiquera au Maire de Calan un procès-verbal de synthèse des observations et propositions formulées pendant l'enquête. Le Maire disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête pour transmettre au Maire de Calan le dossier avec son rapport relatant le déroulement de l'enquête et faisant l'examen des observations, propositions et contre-propositions recueillies et, dans un document séparé, ses conclusions motivées précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif.

Article 8 : Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la commune pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues à l'article R134-32 du Code des relations entre le public et l'administration créé par le décret n° 2015-1342.

Article 9 : Le Conseil Municipal se prononcera par délibération sur la Révision Allégée n°1 du PLU. Il pourra, au regard des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de son approbation.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes — 3 Contour de la Motte — 35044 RENNES dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur. Il peut également être saisi sur la plateforme dématérialisée Télérecours Citoyens www.telerecours.fr

Article 11 : Le Maire et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

La commune adresse ampliation de cet arrêté :

- Au préfet du Morbihan ;
- Au sous-préfet de Lorient ;
- Au commissaire enquêteur ;
- Au président du tribunal administratif de Rennes.

Fait à Calan, le 07 avril 2025

Le Maire,

Yann GUIGUEN

